



2^{ème} Contrat de Rivière Eyrieux - Embroye - Turzon 2014 - 2019

Bilan, évaluation et prospective

Module 4 : Evaluation



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

ardèche
LE DÉPARTEMENT

Date : Janvier 2021

Réf : FL34 101 591 / PBE



Table des matières

I.	Rappel des objectifs et modalités de mise en œuvre de la phase évaluative.....	1
I.1.	Préambule.....	1
I.2.	Rappel des critères de l'évaluation.....	1
I.3.	Méthodologie mise en œuvre pour l'évaluation.....	2
II.	Evaluation par volet et objectifs du contrat de rivière.....	3
II.1.	Préambule.....	3
II.2.	Volet A – Qualité de la ressource en eau.....	4
II.2.1.	Les objectifs du volet	4
II.2.2.	La contribution des actions du volet aux orientations et mesures du SDAGE	4
II.2.3.	Tableau évaluatif du volet	5
II.3.	Volet B1 – Restauration de la continuité écologique et des milieux aquatiques.....	6
II.3.1.	Les objectifs du volet	6
II.3.2.	La contribution des actions du volet aux orientations et mesures du SDAGE	7
II.3.3.	Tableau évaluatif du volet	8
II.4.	Volet B2 - Gestion quantitative et économies d'eau.....	10
II.4.1.	Les objectifs du volet	10
II.4.2.	La contribution des actions du volet aux orientations et mesures du SDAGE	10
II.4.3.	Tableau évaluatif du volet	11
II.5.	Volet B3 - Prévention des risques naturels.....	12
II.5.1.	Les objectifs du volet	12
II.5.2.	Tableau évaluatif du volet	12
II.6.	Synthèse de l'évaluation par volet	13
III.	Evaluation du fonctionnement de la procédure	17
III.1.	Un périmètre pertinent mais scindé.....	17
III.2.	Un portage renouvelé dans le cadre de la GEMAPI.....	18
III.3.	Une équipe d'animation stable	18
III.4.	Un pilotage centralisé et une concertation à l'échelle des projets	19
III.5.	Un suivi du contrat assuré dans la durée	20
III.6.	Une communication abondante.....	21
IV.	Conclusion générale de l'évaluation	23

I. Rappel des objectifs et modalités de mise en œuvre de la phase évaluative

I.1. Préambule

Les premières phases de l'étude ont consisté en la mise en œuvre d'un bilan du contrat de rivière 2014-2019, comportant les phases suivantes :

- Bilan technique et financier du contrat,
- Bilan de l'état des milieux et de leur évolution (état des lieux initial et final),
- Bilan du fonctionnement de la procédure.

Cette étape d'évaluation consiste :

- à **analyser le plus objectivement possible l'adéquation entre les enjeux, les objectifs, les moyens et les résultats** de la procédure mise en œuvre ;
- à **apporter des réponses aux questions évaluatives** ;

sur la base des acquis et enseignements résultant des approches complémentaires développées dans les phases précédentes et de la vision « externe » de la procédure et de l'expérience de l'équipe d'études.

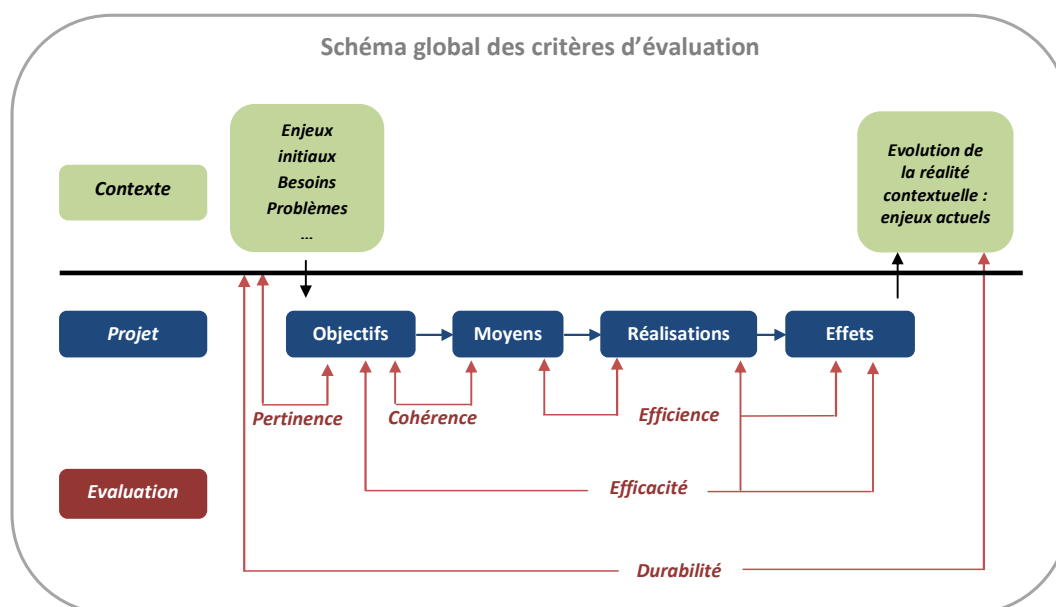
Par ailleurs, cette phase est conçue comme **la charnière entre travail rétrospectif (partie bilan-évaluation) et prospectif**.

I.2. Rappel des critères de l'évaluation

L'évaluation repose sur l'examen de **quatre critères « classiques »** :

- **La pertinence**, qui permet de juger de l'adéquation des objectifs du projet aux besoins, enjeux et problèmes auxquels il entend répondre.
- **La cohérence**, qui permet d'apprécier si les moyens mobilisés ont été à la hauteur des objectifs fixés. Elle peut aussi concerner la cohérence des différents objectifs du projet entre eux et par rapport à ceux d'autres projets menés par ailleurs.
- **L'efficacité**, qui s'intéresse à l'écart qui existe entre les résultats et les impacts produits et les objectifs du projet.
- **L'efficience** mesure le rapport entre les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus. C'est un jugement porté sur le rapport coûts/résultats et impacts ou coût/efficacité.

Un **cinquième critère de « durabilité »** (au sens de « pérennité ») a été ajouté aux 4 premiers critères dans le guide pour l'élaboration des cahiers des charges des études bilans¹. Le schéma ci-dessous récapitule les liens entre ces critères d'évaluation :



A noter : la pertinence des objectifs et la cohérence des moyens prévus renvoient à l'examen de la phase de montage du projet, l'efficacité et l'efficience au déroulement du programme et à ses effets et la durabilité aux suites du programme. Par ailleurs, l'expérience de l'équipe d'études montre que l'évaluation de l'efficacité est généralement complexe et souvent envisageable seulement de façon partielle.

Ces critères appliqués aux objectifs assignés à la démarche permettent ainsi d'évaluer, c'est à dire de juger et de comprendre/expliciter, dans quelle mesure la démarche/procédure a permis d'atteindre ces objectifs.

De façon complémentaire, des questions évaluatives permettent de s'intéresser plus précisément à certains points de la stratégie globale développée, aux volets d'actions prévus ou à d'autres thèmes non abordés dans la démarche.

1.3. Méthodologie mise en œuvre pour l'évaluation

La **première partie** de l'évaluation est présentée sous la forme de **tableaux synoptiques établis par objectif et volet du contrat**. Pour chacun des volets, l'équipe d'étude formule des jugements évaluatifs argumentés et accompagnés de pictogrammes, afin d'en faciliter la lecture. Ce choix répond à l'ambition de rendre cette évaluation accessible à l'ensemble des acteurs locaux. Les éléments techniques auxquels elle se réfère figurent dans le rapport d'état des lieux – bilan technique et financier. L'analyse du fonctionnement de la procédure a fourni en outre des éléments nécessaires à l'analyse stratégique de la procédure : implication, appropriation, degré d'adhésion des acteurs autour du contrat...

¹ Projets locaux de gestion concertée de l'eau : Analyses et réflexions autour des études d'opportunité et des études « bilan et perspectives » des Contrats de Rivière en Rhône-Alpes (octobre 2004) - Jean-Baptiste Chémery (Contrechamp), Hélène Luczyszyn (EMA Conseil).

Une seconde partie approche d'une manière plus globale le fonctionnement mis en œuvre dans le contrat de bassin : « prise de hauteur » et analyse stratégique de l'animation, du portage, de la communication...





Cette évaluation a pour vocation d'ouvrir un espace d'échanges avec le comité de pilotage autour des jugements de l'équipe d'étude. En effet, ces jugements ne doivent pas constituer une fin en soi, mais bien une **invitation à une discussion structurée devant déboucher in fine sur une mise en lumière des enjeux actualisés de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur le bassin versant, premier pas vers une réflexion prospective partagée.**

II. Evaluation par volet et objectifs du contrat de rivière

II.1. Préambule

Les tableaux ci-après présentent les jugements exprimés par l'équipe d'étude. Chaque tableau renvoie à un objectif (et donc un volet) du contrat.

Pour en faciliter l'accès, l'appropriation et la valorisation en matière d'échanges, les jugements sont présentés sous forme de pictogrammes, accompagnés chacun d'une explication synthétique des motifs de ces jugements, émis par nos soins.

-  Jugement favorable
-  Jugement moyen ou neutre
-  Jugement défavorable
-  Absence de jugement / questionnement

Les tableaux évaluatifs suivants permettent d'analyser :

- en premier lieu : les **objectifs** retenus pour le contrat et la **stratégie** développée (en termes de pertinence vis-à-vis des enjeux du territoire et de cohérence des objectifs) ;
- puis les **moyens** mobilisés et les **actions** mises en œuvre, notamment leur cohérence avec les objectifs fixés et les ambitions de la stratégie, la réalisation des actions en regard du programme envisagé...
- enfin, les **résultats** et les **effets** (efficacité et efficience des actions réalisées vis-à-vis des objectifs fixés et des moyens mis en œuvre, durabilité de ces effets dans le temps).

Nota : le volet C du contrat de rivière, portant sur le fonctionnement de la structure de gestion, l'animation et la concertation n'est pas traité au sein de ce chapitre ; il fait en effet l'objet d'un chapitre spécifique (cf. paragraphe 0).

II.2. Volet A – Qualité de la ressource en eau

II.2.1. Les objectifs du volet

Les objectifs affichés pour ce volet étaient les suivants :

- ⇒ Améliorer le traitement de la pollution domestique et industrielle pour une meilleure qualité des eaux de rivière,
- ⇒ Rechercher les sources de pollution par les substances dangereuses,
- ⇒ Vérifier les conventions de raccordement des industriels sur les réseaux collectifs d'eaux usées,
- ⇒ Assurer le réseau de suivi de la qualité.

II.2.2. La contribution des actions du volet aux orientations et mesures du SDAGE

Une analyse de la contribution des actions du contrat aux mesures du SDAGE pour les masses d'eau concernées figure dans le rapport de bilan et d'état des lieux initial et final (modules 1 et 2). Les principaux points sont repris ci-après.

- ⇒ **Concernant la pollution domestique** : Le territoire était principalement concerné par une mesure visant à réhabiliter un système d'assainissement (réseau et stations) impactant la masse d'eau de l'Eve (pollutions liées au rejet en phosphore notamment). L'unité de traitement visée étaient la **station d'épuration de Vernoux-en-Vivaraïs**, pour laquelle des travaux importants ont été engagés, autant sur la station d'épuration (amélioration des pré-traitements, de la filière boues, du dispositif d'aération) que de la collecte (avec des travaux importants de limitation des apports d'eaux parasites).
- ⇒ **Concernant la qualité des eaux de baignade**, le SDAGE demandait la réalisation des **profils de vulnérabilité des zones de baignade** du bassin versant : l'ensemble de ces profils de baignade ont été réalisés.

+ Les actions du volet A du contrat de rivière ont ainsi largement contribué à la mise en œuvre des prescriptions et mesures du SDAGE.

II.2.3. Tableau évaluatif du volet

VOLET A – QUALITE DE LA RESSOURCE EN EAU

OBJECTIFS : Améliorer le traitement de la pollution domestique et industrielle \ \ Rechercher les sources de pollution par les substances dangereuses \ \ Vérifier les conventions de raccordement des industriels \ \ Assurer le réseau de suivi de la qualité

A propos des objectifs et de la stratégie développée

Les objectifs étaient-ils pertinents par rapport à la situation initiale et aux enjeux ? La stratégie développée apparaissait-elle cohérente avec les enjeux identifiés et avec les autres politiques éventuelles ? Les objectifs étaient-ils cohérents entre eux ?

➕ Identification des sources principales de pollution dans le cadre du dossier définitif du contrat de rivière, s'appuyant sur une analyse des pressions notamment au travers des suivis réguliers de la qualité des eaux ➔ définition d'**objectifs pertinents** par rapport aux enjeux du territoire

➕ **Assainissement** : En conséquence, sur la base des pressions identifiées, l'accent est mis dans la définition des enjeux du contrat et de la stratégie d'intervention, sur la thématique « assainissement collectif », en soulignant le lien avec l'hydrologie et les milieux (impact des retenues notamment). Ceci s'en ressent notamment sur les montants prévisionnels liés à cette thématique (cf. partie relative aux moyens ci-après).

➕/- L'assainissement non collectif ne fait pas partie des enjeux retenus dans le cadre du contrat de rivière, bien qu'identifié en tant que pression de pollution sur le territoire ; pour autant, ➕ cette thématique est bien prise en compte par ailleurs (avec en particulier la compétence SPANC exercée par le SMEC sur une part importante du bassin).

➕ **Pollutions par les produits phytosanitaires** : Pas de pressions importantes liées à l'utilisation des pesticides relevées dans les études relatives à la qualité des eaux mais enjeu inscrit dans le contrat notamment à des fins d'accompagnement et sensibilisation des acteurs

➕ **Pollutions industrielles** : Enjeu identifié dans le contrat de rivière de manière pertinente en regard du constat de possibles pollutions provenant de rejets industriels sur l'Eyrieux et la Dorne relevés dans les suivis de qualité des eaux.

➕ **Objectifs cohérents avec les prescriptions du SDAGE et de son PDM** (cf. paragraphe précédent), dont le contrat se fait le relais opérationnel.

A propos des moyens mobilisés et des actions mises en œuvre

Les moyens mobilisés étaient-ils cohérents avec les objectifs retenus ? Les actions définies étaient-elles à la hauteur des ambitions affichées ? Les actions engagées ont-elles été à la hauteur des objectifs et des actions prévues ?

➕ **Montant prévisionnel important** (17,4 M€, soit plus de la moitié du montant global) et **programme d'actions** défini de manière **cohérente** et **proportionnée** avec les objectifs identifiés, avec une part importante des moyens mobilisés pour l'amélioration des systèmes d'**assainissement collectif** (représentant 99,7 % des montants prévisionnels de ce volet)

➕/- **Taux de réalisation moyen** (56 %), avec toutefois un **montant engagé important** (11 M€). Les non-réalisations sont notamment en lien avec des évolutions de maîtrise d'ouvrage sur le territoire (transfert de compétence « assainissement ») et la nécessité de mener des études préalables. Certaines actions restent d'actualité et seront engagées prochainement.

➕ Des **subventions** relativement importantes sur ce volet (près de 6 M€), à des taux équivalents aux prévisions, représentant plus de la moitié du montant des dépenses engagées.

➕/- **Assainissement collectif** : ➕ Plusieurs réalisations importantes de rénovation de STEP et réseaux, d'assainissement de hameaux... qui devraient avoir un impact positif sur les milieux (STEP de Vernoux-en-Vivaraux en particulier) mais ➖ plusieurs actions reportées (parfois alors que des problématiques de qualité des eaux sont identifiées ou que des stations sont non conformes : Saint-Agrève, Beauchastel) pour différentes raisons (transfert de compétence avec nouvelle priorisation financière ou besoin d'amélioration des connaissances).

➕ Réalisation de la plupart des **schémas directeurs d'assainissement et diagnostics** prévus, permettant d'améliorer les connaissances et de planifier les travaux à mener sur les années à venir.

Pollutions par les produits phytosanitaires : peu d'actions prévues pour cette thématique sûrement moins prioritaire sur le bassin, avec toutefois des opérations de sensibilisation et un accompagnement de quelques communes dans leurs démarches de limitation des utilisations de pesticides.

Pollutions industrielles : une action prévue, limitée toutefois à de la sensibilisation, et non mise en œuvre en dépit de possibles pollutions provenant de rejets industriels sur l'Eyrieux et la Dorne. Ceci ne va toutefois pas à l'encontre des prescriptions du SDAGE 2016-2021 pour le territoire qui ne relaient plus de mesures spécifiques sur ces thématiques.

A propos des résultats et des effets

Quels résultats obtenus en termes d'efficacité et d'efficience des actions ? Quels effets visibles sur le bassin versant ? Les résultats obtenus sont-ils à la hauteur des objectifs fixés (efficacité) et des moyens mobilisés (efficience) ? Dans quelle mesure s'inscrivent-ils dans le long terme (durabilité) ?

Assainissement collectif : Un taux de conformité très satisfaisant (99 % de la capacité épuratoire), avec des évolutions favorables encore attendues suite à la réalisation de travaux à venir (notamment planifiés suite aux schémas directeurs d'assainissement - SDA) et une bonne prise en compte des problématiques (non conformités notamment) survenues en cours de démarche.

Pollutions par les produits phytosanitaires : engagement d'une dizaine de communes dans des démarches d'amélioration de leurs pratiques phytosanitaires.

En l'absence d'action spécifique sur cette thématique : vraisemblablement peu d'évolution concernant les risques de **pollutions industrielles** sur les cours d'eau du bassin.

Plusieurs opérations s'inscrivent dans le long terme (durabilité) soit au travers d'une programmation émanant d'études spécifiques (comme les SDA) soit au travers de modifications durables des pratiques (pour les utilisateurs de produits phytosanitaires engagés dans des démarches).

Evolution de la qualité / état des eaux à confirmer par l'interprétation des campagnes de suivi en cours avec des évolutions positives probables sur l'Eve et la Dunière (du fait de l'amélioration de la STEP de Vernoux) et sur l'eutrophisation de l'Eyrieux aval.

Labellisation « Rivière en Bon Etat » de l'Eyrieux amont, Rimande, Saliouse et son affluent l'Azette, témoignant du bon état écologique de ces cours d'eau.

Une bonne qualité sanitaire des eaux de baignade pour la plupart des sites (avec plusieurs améliorations constatées, potentiellement en lien avec une gestion active (fermeture anticipée en cas de risque de pollution suite à des orages) de la PREB (personne responsable de la baignade) et peut être une meilleure gestion de l'assainissement non collectif) mais une dégradation pour deux d'entre-eux (sur l'Eyrieux aux Ollières et sur la Glueyre à Gluiras / Saint-Sauveur-de-Montagut).

II.3. Volet B1 – Restauration de la continuité écologique et des milieux aquatiques

II.3.1. Les objectifs du volet

Les objectifs affichés pour ce volet étaient les suivants :

- ⇒ Établir un plan de gestion pour restaurer le fonctionnement hydromorphologique de l'espace de bon fonctionnement de la rivière (rétablissement du transit sédimentaire),
- ⇒ Assurer la continuité biologique sur les cours d'eau par des aménagements adaptés,
- ⇒ Élaborer les DOCOB des sites Natura 2000 Vallée de l'Eyrieux et Affluents Rive droite du Rhône.

II.3.2. La contribution des actions du volet aux orientations et mesures du SDAGE

Une analyse de la contribution des actions du contrat aux mesures du SDAGE pour les masses d'eau concernées figure dans le rapport de bilan et d'état des lieux initial et final (modules 1 et 2). Les principaux points sont repris ci-après.

- ⇒ **Concernant l'altération de la morphologie** : le programme de mesures du SDAGE demandait la mise en œuvre d'opérations de restauration de grande ampleur des fonctionnalités et de l'équilibre sédimentaire de la partie aval de l'Eyrieux, fortement impactés par le barrage des Collanges. Le contrat de rivière a permis le lancement de **plusieurs études** (dont certaines encore en cours) portant notamment sur les habitats aquatiques, le devenir du barrage des Collanges ainsi que sur la définition de l'Espace de Bon Fonctionnement (EBF). Toutefois, **les opérations concrètes n'ont pas été engagées sur ces linéaires, notamment dans l'attente des conclusions de l'étude sur le devenir du barrage.**
- ⇒ **Concernant l'altération de la continuité écologique** : les linéaires visés par les mesures d'aménagement ou de suppression d'ouvrage étaient les linéaires classés en liste 2 au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement. En l'occurrence, la programmation du contrat de rivière comprenait la réalisation d'une étude portant au final sur 8 ouvrages, dont 4 localisés sur des linéaires prioritaires :
 - Sur la Glueyre aval : 2 ouvrages étaient concernés par cette étude et ont été (ou seront prochainement) aménagés (respectivement seuil des Ténébris par la Fédération de Pêche et seuil de Fontugne par le propriétaire). Le 3^{ème} ouvrage prioritaire est intégré dans une programmation CAPCA / Agence de l'Eau, hors contrat ;
 - Sur l'Auzène aval : l'ouvrage prioritaire intégré dans cette étude (seuil de la Croze) a été dérasé par la CAPCA ;
 - Sur l'Eyrieux (entre le barrage du Nassier et la Dunière) : un seul ouvrage était intégré à la démarche : il s'agit de celui de la baignade des Ollières, pour lequel l'aménagement n'est pas réalisé (l'ouvrage étant toutefois franchissable) mais une étude de maîtrise d'œuvre est en cours. Pour les autres ouvrages (seuils de La Planche et des Verchères), des démarches sont engagées ;
 - Sur l'Eysse aval : les ouvrages n'étaient pas inclus dans la programmation du contrat de rivière. Des projets sont en cours d'instruction pour les équiper pour la dévalaison des poissons.

Enfin, tel que spécifié auparavant, le barrage des Collanges, obstacle majeur au transport sédimentaire, n'a à ce jour pas fait l'objet d'aménagements dans l'attente des conclusions de l'étude spécifique en cours.

 **Les actions du volet B1 du contrat de rivière ont partiellement contribué à la mise en œuvre des prescriptions et mesures du SDAGE, plusieurs d'entre elles ayant toutefois été reportées.**

II.3.3. Tableau évaluatif du volet

VOLET B1 – RESTAURATION DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE ET DES MILIEUX AQUATIQUES

OBJECTIFS : Établir un plan de gestion pour restaurer le fonctionnement hydromorphologique de l'EBF \ As-
surer la continuité biologique \ Élaborer les DOCOB des sites Natura 2000

A propos des objectifs et de la stratégie développée

*Les objectifs étaient-ils **pertinents** par rapport à la situation initiale et aux enjeux ? La stratégie développée apparaissait-elle **cohérente** avec les enjeux identifiés et avec les autres politiques éventuelles ? Les objectifs étaient-ils **cohérents** entre eux ?*

➕ Définition d'**enjeux et d'objectifs pertinents** sur la base notamment de la connaissance du territoire, d'études antérieures (concernant les suivis morphologiques et le transport solide en particulier) et des obligations réglementaires et prescriptions du SDAGE (sur la continuité écologique...).

➕ Les objectifs de **restauration de la continuité sédimentaire et de la continuité écologique** sont identifiés en tant que **prioritaires** dans le contrat, en adéquation avec les enjeux du territoire.

Une **stratégie souvent à « double détente »** reposant fréquemment sur la réalisation d'études complémentaires dans un premier temps du contrat pour définir des actions à mener dans un 2nd temps : ➕ stratégie pertinente à certains égards et nécessaires sur plusieurs thématiques (par exemple dans le développement d'une stratégie de gestion des zones humides), ➕/- mais « risquée » en termes de réalisations concrètes en cas de délais longs de réalisation de ces études.

❓ Une stratégie consistant à laisser un temps plus long « pré-contrat » à des études préalables sur l'ensemble de ces thématiques, avant d'engager la démarche, aurait peut-être permis de mener un contrat qui, bien que plus tardif, aurait reposé sur un socle d'actions concrètes plus abouties... ➕/- avec le risque toutefois d'un report important de la démarche et de perte de financement (Région).

➕ Travaux de **restauration et d'entretien de la végétation de berge** reposant sur une planification pluriannuelle définie au sein de **Plans Pluriannuels de Gestion, de Restauration et d'Entretien (PPGRE)** établis par sous-bassins.

➕ **Objectifs cohérents avec les prescriptions du SDAGE et de son PDM** (cf. paragraphe précédent) et permettant d'y apporter une réponse. ➕ **Objectifs également cohérents avec ceux des autres volets** (avec lesquels ils ont de nécessaires interactions, notamment concernant les aspects relatifs à la qualité des eaux du volet A et aux risques du volet B3)

A propos des moyens mobilisés et des actions mises en œuvre

*Les moyens mobilisés étaient-ils **cohérents** avec les objectifs retenus ? Les actions définies étaient-elles à la hauteur des ambitions affichées ? Les actions engagées ont-elles été à la hauteur des objectifs et des actions prévues ?*

➕/- D'une manière globale, un programme d'actions établi afin de **répondre de manière cohérente aux objectifs fixés** mais dont le niveau d'ambition est variable suivant les thématiques (cf. détail ci-après par thématique).

➕ Un **bon taux de réalisation des actions** (72 % des opérations réalisées ou en cours), notamment en regard des difficultés classiquement rencontrées sur ce type de thématique... mais ➕/- masquant toutefois certaines disparités avec un taux surtout très bon pour la réalisation des études, plus mitigé sur l'engagement de travaux.

➕ Des **moyens financiers** relativement importants, mais ➕/- qui peuvent paraître sous-évalués en regard de certaines ambitions affichées sur la restauration du transport solide et de la continuité écologique. Concernant la continuité écologique, ce constat pourrait toutefois dénoter une recherche d'**efficience**.

➕ Un **engagement financier important des partenaires** sur ce volet (78 % du montant engagés, soit un taux supérieur aux prévisions), en particulier sur actions de restauration du transport solide, de la continuité écologique ou des zones humides (jusqu'à 80 % sur certaines opérations), mais ➕ également sur des opérations bénéficiant classiquement d'aides réduites ces dernières années (entretien de la végétation de berge).

Morphologie / Transport solide : +/- les actions prévues concernent la réalisation d'**études spécifiques** et la mise en œuvre d'une opération pilote de **curage et ré-injection** au niveau de l'ouvrage le plus impactant qu'est le barrage des Collanges (opération que certaines études préalables tendent à juger insuffisante en regard de l'enjeu). ? +/- Ce constat questionne le **niveau d'ambition** du programme d'actions sur cette thématique qui demeure cependant complexe, avec d'autres ouvrages impactant également l'Eyrieux aval : barrages de Sarny et de Nassier.

+ Une étude spécifique et ambitieuse est en cours concernant le devenir du barrage des Collanges... mais - repousse d'autant la réalisation d'opérations concrètes (concernant l'ouvrage mais concernant également des opérations ou études plus en aval sur l'Eyrieux). Une telle étude poussée sur le devenir de cet ouvrage s'est toutefois avérée nécessaire pour engager dans le futur une action d'ampleur.

+ Définition en cours de l'Espace de Bon Fonctionnement de l'Eyrieux aval, +/- mais trop tardivement pour développer, conformément aux prévisions du contrat, la stratégie qui en découle.

Continuité écologique : Identification de 14 ouvrages (13 inscrits au contrat au départ) devant faire l'objet d'une analyse spécifique, + sur la base d'études antérieures et d'une analyse de la réglementation... mais - n'englobant toutefois pas la totalité des ouvrages prioritaires.

Au final, +/- réalisation d'une analyse sur 8 ouvrages, dont 4 prioritaires... et +/- des aménagements moins nombreux que prévus, malgré + plusieurs réalisations importantes (ou à venir) sur les 4 ouvrages prioritaires, notamment portées par la Fédération de Pêche et la CAPCA.

+/- En parallèle, une intervention sur 2 ouvrages (dérasement) par le SMEC sur l'Eyrieux amont, dont un sur un tronçon classé en liste 1, 1 seuil détruit naturellement, 3 seuils franchissables à certains débits, 2 ouvrages à usage AEP devant faire l'objet de régularisations administratives préalables et 2 ouvrages pour lesquels les travaux (sous maîtrise d'ouvrage publique) ont été jugés non justifiés (usage hydro-électrique privé pour l'un, disproportionné et injustifié pour l'autre).

Restauration et entretien de la végétation de berge : + réalisation des opérations conformément à la programmation annuelle établie ayant permis de traiter les linéaires planifiés ainsi que d'une opération pilote sur la Renouée du Japon.

+ Elaboration de nouveaux PPGRE pour les années à venir.

Zones humides : + **Bonne prise en compte** d'une thématique jusqu'alors peu traitée avec la définition d'une **stratégie de préservation, gestion et mise en valeur** des zones humides ainsi que diverses actions complémentaires (sur les zones humides boisées).

+ Mise en œuvre de plusieurs **plans de gestion**, dont certaines opérations importantes et emblématiques sur le territoire (Lac de Devesset notamment).

A propos des résultats et des effets

Quels résultats obtenus en termes d'efficacité et d'efficience des actions ? Quels effets visibles sur le bassin versant ? Les résultats obtenus sont-ils à la hauteur des objectifs fixés (efficacité) et des moyens mobilisés (efficience) ? Dans quelle mesure s'inscrivent-ils dans le long terme (durabilité) ?

+/- Peu d'effets perceptibles à ce jour sur la **morphologie globale** (en particulier sur le **transport solide** et la mobilité du lit) ainsi que sur les **habitats aquatiques**, en l'absence d'opérations concrètes et d'une situation liée au barrage des Collanges qui perdure et ... mais des **connaissances approfondies** pour définir des solutions adaptées et réalistes pour le futur.

+ **Plusieurs améliorations du point de vue de la continuité** notamment avec les actions menées ou en cours par la Fédération de Pêche et la CAPCA sur 3 ouvrages prioritaires (respectivement seuils des Ténébris et de la confluence sur la Glueyre et seuil de la Croze sur l'Auzène), qui permettront de décroiser à terme une 30^{aine} de km de cours d'eau, classée en liste 2, en connexion avec le Rhône. Amélioration localisée également de la continuité sur l'Eyrieux amont (1,6 km pour le seuil de Murat à Saint-Martin-de-Valamas ; 1,3 km + linéaire de l'Aygueneyre pour le seuil du Guerrier à Saint-Julien) suite aux interventions du SMEC.

- ... mais des réalisations en **deçà des objectifs et prévisions initiales sur les ouvrages étudiés** et encore des **ouvrages prioritaires infranchissables** (avec toutefois des projets en cours d'instruction +).

+ Une **végétation de berge** majoritairement en bon état, avec des actions de gestion menées efficacement dans le cadre d'une organisation adaptée, ainsi que des actions encore prévues (dans la continuité de celles engagées) pour les années à venir (y compris sur la lutte contre la Renouée du Japon et autres espèces végétales indésirables).

➤ Une évolution importante dans la prise en compte et dans la gestion des **zones humides** à travers une stratégie pertinente et adaptée, permettant d'engager des actions de gestion dans le futur (durabilité) et ayant déjà permis **plusieurs opérations importantes**, reconnues et appréciées.

❓ Concernant la **faune piscicole et astacicole** : des suivis en cours pour évaluer les évolutions... avec des bénéfices probablement liés à certaines améliorations (sur la qualité des eaux – volet A – et sur certains secteurs du point de vue de la continuité) et des linéaires préservés sur l'amont (rivières en bon état)... mais encore certainement limitées par les désordres impactant les milieux et habitats aquatiques non résorbés, évoqués précédemment.

II.4. Volet B2 - Gestion quantitative et économies d'eau

II.4.1. Les objectifs du volet

Les objectifs affichés pour ce volet étaient les suivants :

- ⇒ Mettre en place un Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE),
- ⇒ Adapter les prélèvements aux objectifs permettant d'assurer le besoin des milieux,
- ⇒ Améliorer la connaissance de débits.

II.4.2. La contribution des actions du volet aux orientations et mesures du SDAGE

Une analyse de la contribution des actions du contrat aux mesures du SDAGE pour les masses d'eau concernées figure dans le rapport de bilan et d'état des lieux initial et final (modules 1 et 2). Les principaux points sont repris ci-après.

Le PDM du SDAGE identifiait notamment en tant que mesure la **définition des modalités de partage de la ressource en eau pour plusieurs masses d'eau du territoire** (Embroye, Boyon, Eve, Sérouant, Rantoine). Le contrat de rivière a permis, à cet effet, l'élaboration et la mise en œuvre d'un **Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) par le SMEC** à l'échelle de l'ensemble du bassin (et en particulier sur les sous-bassins déficitaires).

Le contrat a également permis la réalisation de plusieurs **Schémas Directeurs d'Alimentation en Eau Potable** et la mise en œuvre de **travaux d'amélioration des rendements**.

➤ D'une manière générale, avec la réalisation du PGRE en particulier, le contrat a permis de **contribuer aux prescriptions et mesures du SDAGE**.

II.4.3. Tableau évaluatif du volet

VOLET B2 – GESTION QUANTITATIVE ET ECONOMIES D'EAU

OBJECTIFS : Mettre en place un PGRE \ Adapter les prélèvements aux objectifs permettant d'assurer le besoin des milieux \ Améliorer la connaissance de débits

A propos des objectifs et de la stratégie développée

Les objectifs étaient-ils pertinents par rapport à la situation initiale et aux enjeux ? La stratégie développée apparaissait-elle cohérente avec les enjeux identifiés et avec les autres politiques éventuelles ? Les objectifs étaient-ils cohérents entre eux ?

+ Les constats issus de l'étude de détermination des volumes prélevables menée entre 2010 et 2012, révélant notamment un **déficit quantitatif sur certains secteurs du territoire** (bassins versants déficitaires : Dunière, Glo, Boyon et Embroye), ont conduit à l'**identification pertinente de la gestion quantitative de la ressource en eau en tant qu'enjeu prioritaire** sur le bassin versant, en lien avec les usages de cette ressource (alimentation en eau potable, irrigation agricole), mais aussi avec la préservation des milieux (besoins pour les espèces, rôle de dilution des pollutions...).

+ Une **stratégie pertinente** basée sur les résultats d'une analyse précise menée dans le cadre de l'étude « **volumes prélevables** » ayant permis de définir des scénarios d'évolution pour les différents usages et d'y assortir des objectifs.

+ **Objectifs parfaitement cohérents avec les prescriptions du SDAGE et de son PDM**, qui identifient la gestion de la ressource en tant qu'**enjeu important** sur le territoire (cf. paragraphe précédent)

+ **Objectifs cohérents (et complémentaires) également avec les autres enjeux du contrat de rivière** (notamment ceux relatifs à la préservation de la qualité des eaux et de la qualité des milieux)

A propos des moyens mobilisés et des actions mises en œuvre

Les moyens mobilisés étaient-ils cohérents avec les objectifs retenus ? Les actions définies étaient-elles à la hauteur des ambitions affichées ? Les actions engagées ont-elles été à la hauteur des objectifs et des actions prévues ?

+ **Programme d'actions cohérent avec les objectifs identifiés**, composé à la fois, d'une part, d'études complémentaires (hydrologie, prélèvements, notamment agricoles, schémas directeurs d'alimentation en eau potable - SDAEP) destinées à améliorer les connaissances et à planifier les interventions futures et, d'autre part, de travaux visant notamment à améliorer les rendements et sécuriser l'approvisionnement en eau potable (thématique mieux connue permettant d'engager des travaux sans étude préalable).

+ Un montant prévisionnel important (plus de 6 M€) globalement adapté aux objectifs et actions définies (avec des montants notamment importants sur le projet de sécurisation de l'alimentation en eau du secteur des Crêtes, ainsi que sur les travaux de réduction de fuites).

+/- **Un taux de réalisation** et des montants engagés corrects (environ 2/3), avec toutefois plusieurs opérations non réalisées.

+ Réalisation et adoption du **Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE)** en 2017 : le PGRE valide les volumes maximums prélevables qui sont au final définis uniquement pour la période sensible d'étiage, détermine les modalités de partage de la ressource entre usages et usagers et établit un programme d'actions visant à réduire la pression de prélèvements sur les milieux en période critique d'étiage.

+ Réalisation de la plupart des études d'amélioration des connaissances (+/- avec quelques actions restant à mener en application du PGRE, notamment sur les bassins déficitaires) et d'une part importante des schémas directeurs AEP.

+/- Pose d'environ la moitié des compteurs de production prévus.

+ Engagement voire réalisation de la plupart des travaux d'amélioration des rendements des réseaux d'alimentation en eau potable ; les quelques opérations de mise en œuvre de dispositifs hydroéconomiques ont toutefois été abandonnées +/-.

- Non réalisation du projet structurant de fiabilisation de l'alimentation en eau potable de hameaux et villages sur le secteur des Crêtes de l'ex-CCPC (projet).

+/- Concernant les **prélèvements agricoles** : pas de travaux engagés dans le cadre du contrat mais une amélioration des connaissances et une animation incluant une communication (sur les résultats de l'étude « Volume » prélevables), portée par la Chambre d'Agriculture avec le SMEC et la DDT sur cette thématique qui représente un enjeu fort du point de vue de la gestion de la ressource et des étiages. Des actions doivent être mises en œuvre dans les années à venir en application du PGRE.

A propos des résultats et des effets

Quels résultats obtenus en termes d'efficacité et d'efficience des actions ? Quels effets visibles sur le bassin versant ? Les résultats obtenus sont-ils à la hauteur des objectifs fixés (efficacité) et des moyens mobilisés (efficience) ? Dans quelle mesure s'inscrivent-ils dans le long terme (durabilité) ?

+ Amélioration de la connaissance de la pression de prélèvement sur les bassins déficitaires, restant à préciser toutefois, avec l'identification de près de 80 pompages en rivière et des volumes prélevés sur plusieurs captages (au moyen de compteurs volumétriques).

+/- Une sécurisation partielle de l'approvisionnement en eau potable acquise grâce à la mise en œuvre de plusieurs interconnexions de ressources (Saint-Christol, Saint-Genest-Lachamp, Intres / Saint-Agrève et Les Ollières, Saint Pierreville / Saint Etienne de Serres)... mais pas de réalisation sur le secteur des Crêtes - Le Cheylard (projet à long terme)

+ Des rendements de réseau d'eau potable en amélioration, avec toutefois +/- certaines communes en deçà des objectifs réglementaires

+ Un taux important de mise en œuvre de SDAEP (84 % des communes du territoire).

+ Des documents de planification à la fois aux échelles communales / intercommunales (SDAEP) et à l'échelle du territoire (PGRE) permettant d'inscrire les actions dans le long terme et dans une **gestion durable des ressources en eau**.

II.5. Volet B3 - Prévention des risques naturels

II.5.1. Les objectifs du volet

Le contrat de rivière a identifié un enjeu de renforcement des mesures de prévention des risques naturels sur les biens et les personnes retranscrit dans un objectif de sécurisation des lieux habités et de protection des personnes et des biens.

II.5.2. Tableau évaluatif du volet

VOLET B3 – PREVENTION DES RISQUES NATURELS

OBJECTIF : Sécuriser les lieux habités et assurer la protection des personnes et des biens

A propos des objectifs et de la stratégie développée

Les objectifs étaient-ils pertinents par rapport à la situation initiale et aux enjeux ? La stratégie développée apparaissait-elle cohérente avec les enjeux identifiés et avec les autres politiques éventuelles ? Les objectifs étaient-ils cohérents entre eux ?


Un enjeu apparaissant **secondaire** dans le contrat, vraisemblablement lié à l'**absence de crues majeures** (avec des dommages importants sur les personnes et/ou sur les biens) **au cours des dernières années** avec une stratégie ciblant quelques **enjeux et problématiques identifiées et localisées** sur le bassin versant (pas de vision globale permise par les études antérieures)... malgré des préoccupations affichées par certains élus de la partie aval du bassin (lien avec l'urbanisme et l'artificialisation des sols).


Un lien est noté entre ce volet B3 et le volet B1, les problématiques identifiées dans le contrat étant principalement liées à des risques d'érosion et de mobilité du lit.

? +/- En regard des enjeux identifiés sur le territoire par les études hydrauliques, peut-être aurait-il été pertinent de prévoir des actions visant à améliorer la prévention et la gestion du risque d'inondation (accompagnement des communes dans l'élaboration de leurs Plans Communaux de Sauvegarde, opérations de réduction de la vulnérabilité des enjeux identifiés, gestion de la digue « classable » de Beauchastel...) voire la gestion des eaux pluviales ?

A propos des moyens mobilisés et des actions mises en œuvre

*Les moyens mobilisés étaient-ils **cohérents** avec les objectifs retenus ? Les actions définies étaient-elles à la hauteur des ambitions affichées ? Les actions engagées ont-elles été à la hauteur des objectifs et des actions prévues ?*



 Les ambitions de ce volet étant faibles, très peu d'actions programmées dans ce volet (uniquement 3 actions, dont 2 relatives à des risques « morphologiques », liés à la mobilité du lit) et, en conséquence, des moyens financiers réduits (sans subventions provisionnées).

 Taux de réalisation nul, aucune action n'ayant été engagée, ce volet n'apparaissant plus dans les restitutions auprès du Comité de Rivière ou dans les tableaux de suivi du contrat de rivière.

A propos des résultats et des effets

*Quels résultats obtenus en termes d'**efficacité** et d'**efficience** des actions ? Quels effets visibles sur le bassin versant ? Les résultats obtenus sont-ils à la hauteur des objectifs fixés (**efficacité**) et des moyens mobilisés (**efficience**) ? Dans quelle mesure s'inscrivent-ils dans le long terme (**durabilité**) ?*

Sans objet concernant les résultats et les effets (en l'absence d'opérations)

 Etude de définition de l'Espace de Bon Fonctionnement (EBF) en cours sur l'Eyrieux aval, qui permettra d'établir une stratégie de préservation de cet espace, en regard des risques associés...  avec toutefois des questionnements qui pourront certainement survenir concernant la prise en compte de cet EBF dans l'aménagement du territoire.

II.6. Synthèse de l'évaluation par volet

A propos de la définition des enjeux et des objectifs

L'évaluation du contrat de rivière met en évidence que les enjeux et les objectifs de la démarche ont été établis de manière **pertinente, en adéquation avec les problématiques observées sur le territoire**. Leur définition s'est basée sur une analyse objective menée dans le cadre d'**études spécifiques** ou dans le cadre de **l'état des lieux préalable** au contrat. Ces études et les connaissances acquises sur le territoire ont permis d'identifier les principales problématiques, et notamment plusieurs enjeux et objectifs jugés prioritaires (transport sédimentaire et continuité écologique, gestion quantitative de la ressource en eau).

Ces enjeux et objectifs sont de plus **conformes aux prescriptions des documents de planification de gestion de l'eau** (notamment du **SDAGE**). Au-delà de cette conformité, les objectifs ont été définis de manière à permettre au contrat d'apporter une contribution concrète aux dispositions et mesures spécifiques du SDAGE.

Enfin, les objectifs ont été de plus définis **en complémentarité**, sans incohérence ou opposition entre les objectifs des différents volets, avec des liens identifiés et affichés entre volets : qualité des eaux (volet A) et hydrologie / impact des retenues (volet B2) ; qualité des milieux (volet B1) et prélèvements (volet B2) ...

A propos de la définition de la stratégie et du programme d'actions prévisionnel

De manière générale, des **actions adaptées** ont été définies dans le programme du contrat pour **répondre de manière cohérente à ces enjeux et objectifs**, avec toutefois des ambitions finalement moindres sur le **volet relatif aux risques naturels** (volet B3) qui aurait pu être étoffé par diverses actions de prévention, de gestion de crise, de réduction de la vulnérabilité, etc. De même, les actions relatives à la continuité ont ciblé certains ouvrages, sur la base d'une analyse antérieure, mais auraient pu intégrer d'autres obstacles, notamment des ouvrages prioritaires. Bien que majoritairement privés (souvent avec usage associé), une stratégie d'accompagnement des propriétaires aurait pu être développée, en complément du volet réglementaire porté par la DDT (démarche active d'animation pour faire émerger les projets de rétablissement de la continuité, accompagnement technique, suivi des procédures, etc.).

Les **montants provisionnés** (plus de 30 millions d'euros) sont conséquents et semblent globalement **proportionnés au programme d'actions envisagé**, de même que les subventions prévues par les différents partenaires (pouvant avoisiner les 80 % pour les actions du volet B1 relatif à la restauration de la continuité écologique et des milieux aquatiques).

La définition de la **stratégie** développée dans le cadre du contrat pour répondre aux objectifs identifiés peut quant à elle **soulever certaines interrogations**. Si elle paraît **pertinente** pour certaines thématiques émergentes sur le territoire (zones humides) ou pour lesquelles des travaux pouvaient être engagés sans délai (petit cycle de l'eau), **les temps de réalisation d'études préalables, parfois complexes, a pu nuire à l'avancement de plusieurs actions opérationnelles**. Ce constat est notamment valable pour l'étude sur le devenir du barrage des Collanges mais se vérifie également pour certains autres projets (relatifs à la préservation de l'EBF par exemple). Une stratégie consistant à mener ces études préalablement à l'engagement du contrat aurait peut-être permis de **rendre cette démarche plus opérationnelle**, le risque étant toutefois de retarder trop longuement la mise en œuvre du contrat et de perdre des sources de financement (de la part de la Région).

A contrario, tel que mentionné ci-dessus, les actions opérationnelles déclinées dans la programmation du contrat de rivière s'appuyaient sur des constats pertinents (par exemple : identification de cours d'eau impactés par des problématiques de qualité des eaux pour définir les actions relatives à l'assainissement...) ou des diagnostics (petit cycle notamment), permettant dès l'élaboration des fiches actions de les définir de manière adaptée et les décliner avec précision.

Sur certaines thématiques particulières (par exemple la gestion des zones humides ou les démarches d'amélioration des pratiques phytosanitaires), une **animation spécifique** a été prévue afin de faciliter l'accompagnement des acteurs concernés et la mise en œuvre des opérations prévues : ce choix était tout à fait pertinent au vu de l'engagement nécessaire pour porter ce type d'actions.

A propos des moyens mobilisés et des actions mises en œuvre

Les **moyens financiers** mis en œuvre se sont élevés, au global du contrat, à environ **18 millions d'euros**, soit 61 % du budget prévisionnel, avec certaines opérations coûteuses, représentant plusieurs centaines voire quelques millions d'euros (notamment des travaux d'assainissement collectif ou d'alimentation en eau mais aussi l'animation du contrat). Les moyens financiers mis en œuvre apparaissent ainsi importants pour certains volets (volet A) mais demeurent plus limités sur d'autres (volet B1 par exemple) en regard des enjeux du territoire.

La contrainte financière ne semble toutefois pas avoir été un frein à la mise en œuvre des actions de ce volet B1, qui s'est plutôt heurté à des **contraintes techniques**. En effet, la réussite d'une démarche de contrat de rivière est fortement dépendante de l'attribution de subventions par les partenaires financiers. Dans le cas du contrat Eyrieux – Embroye – Turzon, les financements accordés (représentant 56 % des **dépenses engagées**, soit environ 10 millions d'euros) ont avoisiné des taux de 80 % sur ce volet relatif à la restauration de la continuité et des milieux et n'ont ainsi pas constitué un facteur limitant.

Au final, le **taux de réalisation** des opérations du contrat de rivière s'élève à **62 %**. Ce taux relativement **moyen au global** masque toutefois certaines **disparités** suivant les volets ou thématiques, mais également suivant les types d'actions. En effet, le **taux d'engagement des études** est **nettement supérieur à celui des actions opérationnelles**. De même, il apparaît que les actions sous maîtrise d'ouvrage du SMEC (essentiellement études et animation) présentent aussi des taux d'avancement très corrects (70 %). L'**importance des maîtrises d'ouvrage autres que le SMEC** revêt toutefois un caractère essentiel dans les réalisations, autant pour les actions « petit cycle de l'eau » que concernant la continuité écologique (CAPCA, Fédération de Pêche), la gestion des zones humides (collectivités, CEN) et le transport solide (SDEA).

Plusieurs réalisations importantes peuvent au final être portées au bénéfice du contrat : stratégie de gestion des zones humides, PGRE, améliorations de systèmes d'assainissement avec impact avéré sur des cours d'eau (cas de la station d'épuration de Vernoux-en-Vivarais notamment), gestion de la **végétation de berge**...

Des thématiques prioritaires ont quant à elles été traitées en deçà des attentes et des objectifs fixés (continuité écologique, transit sédimentaire notamment). Evoquées précédemment concernant le barrage de Collanges, **plusieurs raisons et difficultés** peuvent expliquer certains retards de réalisation ; concernant la **continuité écologique**, le contrat, qui aurait pu supporter une ambition supérieure, semble s'être restreint a priori face aux difficultés classiques inhérentes à ce type d'actions (contraintes techniques, propriété foncière, opposition riverains ou usagers...). Les transferts de compétence « eau » des communes vers les intercommunalités ont aussi pu occasionner certains décalages dans les réalisations.

En termes de **moyens humains**, l'équipe technique dédiée à la mise en œuvre des actions a contribué à la bonne marche du contrat. Ces éléments sont développés dans le paragraphe III relatif à l'animation de la démarche.

A propos des résultats et des effets

L'analyse détaillée dans les tableaux évaluatifs met en évidence que, dans l'ensemble, **les actions mises en œuvre ont contribué à l'atteinte de certains des objectifs fixés** dans le cadre du contrat de rivière. Ils ont aussi permis d'apporter une **réponse concrète à certaines des orientations du SDAGE et au programme de mesures** établi spécifiquement pour les masses d'eau du territoire.

En particulier, ces actions ont permis :

- ⇒ De **mener des études importantes**, constituant les **bases de la planification d'un futur programme d'interventions** concernant la ressource en eau (PGRE, SDAEP), l'assainissement collectif (SDA), les zones humides, les habitats et milieux aquatiques (caractérisation des habitats, devenir du barrage des Collanges) ;
- ⇒ Plusieurs **améliorations concrètes** mises en évidence par la **comparaison des états des lieux avant et après contrat** : pollutions domestiques (assainissement collectif), entretien des cours d'eau, l'amélioration des rendements (même si des actions restent à réaliser) voire, plus partiellement, sur la continuité écologique ;
- ⇒ **D'engager des actions et de développer une animation sur certaines thématiques nouvelles** (gestion des zones humides, utilisation des produits phytosanitaires), permettant de capitaliser pour l'avenir et d'envisager la poursuite de ces actions.

L'évaluation des **effets sur les milieux** ne peut être à ce jour que **partielle**, des études « bilan » étant encore en cours de réalisation (qualité des eaux, peuplements piscicoles et astacicoles). Toutefois, au vu des actions engagées, si certaines **améliorations** peuvent être attendues du point de vue de la **qualité des eaux** (sur l'Eve – la Dunière et sur l'Eyrieux), il est possible d'estimer que la **qualité des habitats et des milieux** (notamment sur l'Eyrieux aval) n'a dû que peu évoluer.

Des évolutions importantes pourraient intervenir à terme, si les études en cours (notamment sur le barrage des Collanges) débouchent sur des opérations concrètes.

III. Evaluation du fonctionnement de la procédure

III.1. Un périmètre pertinent mais scindé

Concernant le bassin versant de l'Eyrieux, le **périmètre du contrat de rivière est cohérent** au regard d'une approche hydrographique classique. Deuxième bassin versant du département de l'Ardèche par sa taille, il comporte suffisamment d'enjeux liés à la gestion de l'eau et des milieux aquatiques pour mériter une démarche globale, telle qu'un contrat de rivière.

Il s'agit cependant d'un **bassin versant scindé en deux parties** avec une partie amont, centrée sur le bassin du Cheylard et une partie aval, tournée vers la vallée du Rhône. Différents facteurs contribuent à « faire frontière » :

- **distinction physique** formée par un secteur étendu de gorges, difficilement accessible et soulignée par le barrage des Collanges situé juste à l'amont de ce secteur,
- **différence de trajectoires historiques** avec un creuset et une identité industriels forts autour de bassin du Cheylard et une partie aval traditionnellement agricole jouant aujourd'hui davantage la carte d'un tourisme vert valorisant la vallée de l'Eyrieux (baignade et voie verte).
- **organisation institutionnelle** avec la dernière carte intercommunale, elle confirme cette frontière avec la place dominante à l'aval de la Communauté d'agglomération de Privas Centre Ardèche (CAPCA), et à l'amont de la Communauté de communes Val'Eyrieux (CCVE).

Au-delà, on ne contestera pas la **pertinence d'associer l'Embroye et le Turzon** à cette démarche, sans quoi ces bassins versants seraient sans doute demeurés orphelins de toute gestion intégrée, même s'ils apparaissent secondaires au vu des préoccupations des acteurs consultés. L'intégration de ces bassins à la démarche a ainsi permis la prise en compte de certains enjeux (relatifs à la qualité des eaux, au caractère déficitaire de la ressource sur l'Embroye...). Ce constat devrait à l'avenir trouver écho dans le **rattachement au périmètre du syndicat mixte Eyrieux Clair de la Communauté de communes Rhône Crussol**, marquée par des enjeux spécifiques (urbanisation, gestion des eaux pluviales, etc.) et d'élus et de populations aux perceptions et attentes différentes de celles d'un bassin versant essentiellement rural.

Pour en venir à ces enjeux, les **milieux du bassin versant présentent pour l'essentiel de bonnes potentialités voire un bon état**, notamment sur la partie amont du bassin versant. Hors de la question du **barrage des Collanges** (obstacle au transit sédimentaire), l'Eyrieux peut donc être considéré comme un cours d'eau présentant un état plutôt favorable. Cette situation est ternie essentiellement par quelques **affluents notamment à l'aval de l'Eyrieux** (Boyon, Dunière), concentrant l'essentiel des questions relatives à leur état. Cette **situation globalement favorable** n'empêche en rien de défendre aux côtés d'une part majeure des acteurs consultés la **nécessité d'une approche cohérente de la gestion des milieux aquatiques et des usages associés** sur ce bassin versant.

III.2. Un portage renouvelé dans le cadre de la GEMAPI

Le portage de la démarche est assuré par le **syndicat mixte Eyrieux Clair (SMEC)**, créé en décembre 1997 pour mettre en œuvre les actions du contrat de rivière Eyrieux et regroupant initialement 41 communes adhérentes. Son objet est de « *réaliser ou faire réaliser toutes études et toutes opérations qui seront définies au contrat de rivière Eyrieux ainsi que ses avenants, avec pour objectif l'amélioration de la qualité de l'eau, du débit d'étiage, la restauration du milieu aquatique, le développement coordonné des activités économiques, agricoles et touristiques* ». Outre l'**animation du contrat de rivière**, le SMEC porte le **SPANC** sur une partie de son périmètre depuis 2011 et l'animation du **site Natura 2000 Vallée de l'Eyrieux et affluents** entre 2011 et 2017. L'abandon de cette mission au profit du PNR des monts d'Ardèche n'a pas donné un signal positif à nombre d'acteurs du territoire comme rappelé dans l'historique de la démarche.

Depuis sa création, le SMEC a subi des **évolutions de périmètre successives** et la période évaluée n'a pas été avare de **transformations institutionnelles**, en lien avec l'évolution des périmètres des EPCI recoupant son périmètre et de la **mise en place de la compétence GEMAPI**, avec à la clef un changement majeur des modalités de représentation des collectivités (élus communaux remplacés par des élus des EPCI, comité syndical passant de 69 élus à 32 élus). Le cheminement a été long, sachant que le SMEC a assuré **à partir de 2017 le portage et le secrétariat technique d'une étude dédiée** dépassant largement son périmètre et que les stratégies des EPCI concernés sont apparues très disparates. In fine, cette **nouvelle organisation** devant finalement être **définitivement actée début 2021**, il est difficile de prédire quelle sera sa plus-value.

Au vu des **disparités de postures adoptées par les EPCI** eu égard à la compétence GEMAPI, la **confirmation de l'existence d'un syndicat de bassin apparaît favorable**, avec à priori la capacité de réduire les effets de ces disparités à l'échelle du bassin versant. On peut également en attendre une meilleure efficacité en matière de mobilisation des élus, de capacité de décision, d'ambition accrue en matière de projets. Ce jugement appelle cependant une certaine prudence dans un contexte où bon nombre d'acteurs attendent en effet de la part du syndicat davantage de réalisations témoins de l'évolution des ambitions et exigences des politiques de l'eau. En outre, la **mise en place de contrats entre l'agence de l'eau et certains EPCI** notamment sur des volets relatifs à l'assainissement et l'eau potable, traditionnellement intégrés au moins pour partie aux contrats de milieux, pourrait à terme cantonner, voire marginaliser le syndicat sur des enjeux de milieux, dont on sait qu'ils ne sont pas nécessairement ceux qui attirent le plus l'intérêt des élus.

III.3. Une équipe d'animation stable

L'équipe du syndicat mixte Eyrieux Clair repose sur un **noyau dur de 4 salariés stables sur la période**, avec une chargée de mission coordinatrice du contrat présente depuis 1998, une chargée de mission rivière et communication recrutée en 2003, un technicien de rivière, présent depuis 2011 sur un poste créé en 2001, ainsi qu'une assistante administrative présente depuis 2000.

La stabilité de l'équipe repose sur l'**évolution régulière des dossiers traités par chacun des techniciens**. Par exemple, après avoir bénéficié de la création d'un poste lors de l'élaboration du PGRE, les trois agents techniques en assurent l'animation, se partageant sa coordination, le travail auprès des collectivités et de l'agriculture. Il faut aussi noter la mobilisation régulière de stagiaires pour apporter

un appui sur tel ou tel dossier réalisé en interne. Enfin, le SMEC établit des **conventions avec certains partenaires**, tel que le CEN RA sur le volet zones humides du contrat. Principal signe défavorable aux yeux des partenaires techniques et financiers du contrat, l'arrêt de portage du poste d'animateur du site Natura 2000 *Vallée de l'Eyrieux et affluents* en 2017 est à relever ici, notamment car il permettait à l'équipe de disposer d'une compétence technique complémentaire en matière d'écologie et d'environnement, utile à la mise en œuvre de projets touchant à ce type d'enjeux.

D'un point de vue évaluatif, l'**équipe actuelle** apparaît **adaptée en termes de taille**, sachant que l'on se situe sur un territoire important mais avec des enjeux relativement restreints, même s'il faudra observer les effets de l'agrandissement du périmètre du SMEC sur cet équilibre (enjeux plus urbains, distance au siège du SMEC, etc.). Il faut également s'interroger sur l'**absence de direction** au sein de l'équipe, dont il serait possible d'attendre, à l'instar de différents partenaires techniques et financiers, une impulsion favorable à une logique d'intervention davantage adaptée à l'évolution des ambitions des politiques en faveur de l'eau et des milieux aquatiques.

III.4. Un pilotage centralisé et une concertation à l'échelle des projets

Le pilotage du contrat de rivière s'appuie sur différentes instances :

- Un **comité de rivière** a perduré jusqu'à aujourd'hui, accompagnant l'ensemble de ce second contrat. Réuni tous les ans ou deux ans, il est destiné à partager l'**information sur les avancées et perspectives du contrat**, même si la pratique veut que l'on y fasse également le bilan de l'activité du syndicat. Un comité de rivière a fait exception en 2016, étant entièrement consacré à la restitution de l'étude multicritères sur le barrage des Collanges. Elle a permis les échanges attendus et bénéficié d'une participation satisfaisante, hormis pour les communes.
- Un **comité technique**, associant porteurs et partenaires techniques et financiers, était chargé de préparer le comité de rivière, jusqu'au retrait de la Région de l'appui à ce type de contrat en 2015². Un constat à mettre en écho avec la **reconnaissance des partenaires de manquer de temps pour suivre ce type de démarches** qui se sont multipliées face à des moyens constants, voire réduits. C'est l'occasion de redire ici l'importance que revêt le caractère structurant et dynamisant des regards et expertises qu'apportent ces acteurs à ces démarches locales.

Les instances du syndicat participent également au pilotage avec un **comité syndical**³ réuni trois fois par an (orientations budgétaires, budget et demandes de subventions). Le **bureau** du SMEC de 12 membres se réunit tous les deux mois environ pour échanger sur les dossiers en cours, sans avoir toujours charge de décision. Le **président dispose d'importantes délégations** en la matière, justifiées par une volonté d'éviter tout blocage ou retard, mais dont certains élus estiment qu'elles ont vidé de sa substance le bureau. Le SMEC dispose également de **commissions thématiques** composées d'élus, qui portent sur plusieurs sujets (Contrat de rivière, SPANC, Communication, Administration) ; ce système fonctionne de manière irrégulière en fonction des besoins (choix des prestataires, participation aux

² Notons à cet égard que ce second contrat de rivière Eyrieux Embroye Turzon fait partie de la dernière génération de contrats ayant bénéficié de l'investissement de la Région Auvergne Rhône-Alpes.

³ Voir l'évolution de la composition du conseil syndicat dans la partie III.1.2. - Un portage renouvelé dans le cadre de la GE-MAPI

COPIL, réunion pour des points particuliers...), hormis pour la Communication, dont la commission est davantage force de proposition et a été longtemps très active.

Même si l'expérience montre qu'il n'est pas toujours évident de faire vivre **ces instances** dans la durée, la situation actuelle aboutit au sentiment qu'au sein d'un système centralisé, elles **ne jouent au final que partiellement leur rôle en matière de pilotage et de concertation**.

Ce **constat est heureusement contrebalancé** par les **modalités de pilotage des projets** les plus importants portés par le SMEC, donnant lieu à l'organisation de comités de pilotage ad hoc, associant les parties prenantes intéressées. Et il est possible de suivre l'avis des acteurs qui y participent, considérant sans **doute à ce niveau que la concertation est la plus justifiée** et la plus nourrie et certaines de ces instances perdurent dans le temps. Par exemple, le suivi de l'élaboration du PGRE a donné lieu à la mise en place d'un comité de suivi complété de déclinaisons territoriales, à l'instar de ce qui s'était pratiqué lors de l'élaboration de la stratégie zones humides du bassin versant sous la houlette d'un processus de concertation dédié.

Enfin certains partenaires, maîtres d'ouvrage d'actions de terrain (ex. effacement de seuil ou plan de gestion de zones humides), se déclarent satisfaits de pouvoir s'appuyer pour la concertation associée à ces actions sur les **liens de l'équipe technique avec les acteurs locaux et sur ses compétences en termes d'animation**. On note également une certaine satisfaction à avoir vu des **acteurs environnementaux se rapprocher du contrat**. En revanche, la période n'a semble-t-il pas connu d'autres changements de postures notables de la part d'autres acteurs (agriculture, hydroélectricité, ...).

III.5. Un suivi du contrat assuré dans la durée

Concernant ce volet, ce contrat a connu comme la plupart de ceux de sa génération la **définition d'une batterie d'indicateurs de suivi**, rattachés à chacune des fiches actions. Il s'agit d'indicateurs de réalisation ou d'indicateurs permettant d'évaluer l'évolution (de la pression, de l'état du milieu...). Comme dans la plupart des contrats, la **pertinence et l'utilité de ce nombre important d'indicateurs posent question** au regard de la conduite de la démarche. D'une part, il est souvent **difficile de renseigner à échéance du contrat des indicateurs définis a priori**, certains s'avérant inadaptés pour juger de telle ou telle action ou ne pouvant être complétés faute de données suffisantes. D'autre part, **aucun indicateur « ne parle » en soi**, c'est **l'échange et la délibération** organisés à leur propos qui **peuvent permettre de produire un jugement éclairé**. Aussi, dans le cadre de la présente évaluation, et en fonction des données disponibles, l'équipe évaluatrice s'est attachée à resserrer cette liste d'indicateurs à ceux jugés pertinents pour jauger l'avancement des actions et les différentes évolutions.

Bien que n'ayant pas alimenté régulièrement cette liste d'indicateurs de pression ou d'état, l'équipe du SMEC a fourni un **travail appliqué de renseignement des indicateurs** (techniques et financiers) des projets en cours, **en produisant régulièrement un bilan complet du contrat de rivière**, présenté en comité de rivière et également au travers des rapports d'activités établis annuellement pour chaque poste. Même s'il s'agit d'un document contenant beaucoup d'informations, il a bénéficié d'un **effort de clarté précieux**, dont nous avons été, nous-mêmes évaluateurs, les bénéficiaires. Cet **effort de transparence, de pédagogie et de partage est à souligner**.

III.6. Une communication abondante

Le SMEC est à l'initiative d'une **communication que l'on peut juger riche et variée**, sachant qu'il s'est fixé pour objectifs de **sensibiliser les populations et les acteurs locaux à la préservation des milieux aquatiques, de la ressource en eau** ainsi que **faire connaître le syndicat et la procédure de contrat de rivière**. Pour cela, le syndicat a développé une **véritable stratégie de communication** mobilisant différents médias.

Le plan de communication analysé ici fait suite à un premier plan de communication attaché au premier contrat de rivière recouvrant la publication du journal de l'Eyrieux, des animations et actions de sensibilisation auprès des scolaires, la participation à 13 journées de l'environnement, la création de l'identité visuelle du syndicat, des actions de sensibilisation des riverains lors des travaux, etc. Ces différents moyens ont été conservés et enrichis lors de ce deuxième plan de communication, avec le **maintien d'une diversité des supports**, une forme qui s'homogénéise au travers d'une identité visuelle déclinée sur tous les supports numériques et papier.

Les sujets abordés sont récurrents et peuvent se diviser en trois catégories :

1. Culture générale / connaissances générales du territoire (patrimoine ou connaissances naturalistes) ;
2. Fonctionnement institutionnel (syndicat, et dispositifs comme Natura 2000) ;
3. Usages et bonnes pratiques.

Les deux premières catégories sont majoritaires et se distinguent facilement. La troisième catégorie est plus discrète et apparaît régulièrement sous forme d'encarts parmi des articles relevant des deux autres catégories.

Pour les **supports papiers**, il faut relever la régularité de parution du **Journal de l'Eyrieux**, distribué chaque année dans **l'ensemble** des foyers du bassin versant. Un **bulletin de liaison des élus** a été également publié chaque année avec un agenda événementiel, une actualité des politiques de l'eau, notamment sous l'angle de la réglementation. Ont de plus été éditées **des fiches pratiques** consacrées à des thématiques spécifiques avec à la clef des conseils pratiques (zéro phyto, ripisylve, assainissement individuel et zones humides).

Le SMEC dispose également d'un **site Internet**, qui vient d'être complètement refondé, sachant que le premier site souffrait d'une forme générale peu didactique, exigeant une certaine culture de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques pour s'y repérer. La lisibilité du nouveau site semble meilleure.

Concernant les **animations**, le SMEC organise depuis 11 ans le **Festival de l'eau & de la biodiversité**, point-clef de la sensibilisation de la population, sachant que le lieu diffère chaque année. Sont proposés des conférences, des ateliers et des promenades pédagogiques. En amont de la manifestation, des actions de sensibilisation sont mises en place dans les écoles des communes accueillant la manifestation. Les **élus** bénéficient depuis ce second contrat de **visites de sites** qui leur sont dédiées mais rencontrent moins d'écho qu'initialement. Enfin, le syndicat porte un **programme d'animations scolaires conséquent** destiné aux écoles du bassin versant de l'Eyrieux, avec plus d'une centaine de classes soit 2 300 élèves ayant participé sur toute la durée du 2^{ème} contrat de rivière. Ces animations bénéficient d'un regard positif des enseignants concernés.

Ce recensement témoigne d'un **investissement important sur ce volet information/communication**, que peu de syndicats ont su tenir dans la durée. Cet effort et cette cohérence ne peuvent être qu'appréciés. Si la communication et la sensibilisation peuvent être considérées à priori comme complémentaire de l'action par la capacité à accompagner les évolutions de mentalités préalables à l'action, notamment sur des sujets non consensuels (ex. continuité, hydromorphologie), se pose cependant la question si ces deux volets ne peuvent pas finir par se concurrencer. En effet, après 20 ans de présence et d'animation sur ce bassin versant, l'énergie consacrée à ce volet au sein d'une équipe somme toute restreinte pourrait réduire plus ou moins directement les capacités du SMEC à s'investir davantage dans le portage de réalisations de terrain. Ajoutons que l'action est aussi un instrument de sensibilisation, ne serait-ce qu'en démontrant la faisabilité et l'utilité de changements tangibles. Même s'il n'est pas aisé de répondre à cette question (concurrence), il est nécessaire de signaler qu'elle est présente à l'esprit de certains partenaires consultés.

IV. Conclusion générale de l'évaluation

Les principaux points forts / leviers de réussite et points faibles (qui permettront de définir d'éventuelles pistes d'amélioration en phase « prospective ») du contrat de rivière sont synthétisés dans le tableau suivant.

	Points forts / Leviers de réussite	Points faibles / Pistes d'amélioration
Réalisations du contrat	<p>Prise en compte, de manière pertinente, des enjeux de gestion de l'eau du territoire et définition d'objectifs cohérents...</p> <p>Un taux de réalisation correct sur les études prévues ainsi que sur les actions portées par le SMEC, ayant permis la mise en œuvre de plusieurs actions importantes...</p>	<p>... mais des niveaux d'ambition qui auraient pu être supérieurs sur certaines thématiques (continuité, risque d'inondation)</p> <p>... mais moyen au global, avec des actions prioritaires reportées dans l'attente des conclusions d'études qui arrivent tardivement dans le déroulé de la démarche (barrage des Collanges).</p>
Etat des milieux	<p>Des améliorations apportées par le contrat (assainissement, gestion de la ressource, gestion des zones humides...) ...</p> <p>Plusieurs études importantes menées en prévision d'actions futures (stratégie zones humides, EBF, barrage des Collanges, habitats aquatiques) ...</p> <p>Une évolution des milieux à confirmer par les suivis en cours, a priori favorable sur certains secteurs du point de vue de la qualité des eaux...</p>	<p>... mais parfois en deçà des attentes et des objectifs (continuité écologique, transit sédimentaire...)</p> <p>... à confirmer par la mise en œuvre d'actions concrètes dans le futur portant sur les enjeux majeurs du territoire restant à traiter</p> <p>... mais vraisemblablement encore limité sur la morphologie, les habitats et la qualité piscicole (dans l'attente d'actions concrètes).</p>
Portage	Un syndicat en cours de renouvellement dans le cadre de la GEMAPI au profit des EPCI du bassin versant, fondant des attentes d'une plus grande efficacité...	... mais un renouvellement ayant réclamé beaucoup d'énergie tant des élus que de l'équipe technique au détriment des projets, doublé d'interrogations sur un possible éloignement à terme des élus communaux.
Animation	Une équipe stable, investie et en capacité de s'adapter régulièrement...	... mais une structuration horizontale méritant vraisemblablement d'évoluer pour faciliter la lisibilité et l'efficacité de son fonctionnement.
Pilotage et concertation	<p>Un pilotage du contrat fondé sur des instances classiques...</p> <p>Une concertation privilégiant l'échelle des études et projets les plus importants...</p>	... aboutissant à un mode de décision centralisé
Communication	Une communication bénéficiant d'une stratégie établie dans la durée et d'une palette importante de moyens diversifié servant des ambitions de sensibilisation...	... mais interrogeant sur l'énergie dépensée à son profit au sein d'une équipe restreinte par rapport à d'autres priorités en termes d'actions de terrain aux réelles vertus de sensibilisation et de démonstration.